

---

**Séjourner et repartir**  
**Mobilité géographique, rééquilibres**  
**sociaux et culturels**  
**dans une région du Québec**

**Le cas des Cantons-de-l'Est**  
**aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles**

par  
**Jean-Pierre Kesteman, Ph. D.**  
professeur émérite  
de l'Université de Sherbrooke

---

**Note de la rédaction**

Le professeur Kesteman a été invité, en 2012, à prononcer la conférence d'ouverture du congrès tenu conjointement par la Fédération Histoire Québec (FHQ) et le Québec Anglophone Heritage Network (QAHN), qui portait sur les Cantons-de-l'Est. Le texte de sa conférence a ensuite été publié dans la revue *Histoire Québec*, volume 18, numéro 1, 2012, aux pages 8 à 17. Nous remercions le professeur Kesteman et *Histoire Québec* de nous avoir autorisés à reproduire ce texte dans notre revue.

*Professeur émérite de l'Université de Sherbrooke, Jean-Pierre Kesteman est diplômé des universités de Louvain (Belgique), de Sherbrooke et du Québec à Montréal (UQAM). Sa thèse de doctorat portait sur le développement du capitalisme industriel au XIX<sup>e</sup> siècle dans la région de Sherbrooke. Il est l'auteur de nombreux livres sur l'histoire urbaine, économique et sociale du Québec, dont Histoire de Sherbrooke, 1802-2002, en 4 tomes, et coauteur de l'Histoire des Cantons de l'Est (HCE, voir note 1 à la fin de l'article).*

---

L'historien n'est pas l'homme ou la femme du présent. Jadis, ce qu'on appelait « l'histoire contemporaine » s'arrêtait trois quarts de

siècle avant l'actualité. Cette réserve se justifiait, disait-on, par la difficulté, le risque, voire l'impossibilité de poser un jugement documenté sur les temps les plus récents.

Les sources écrites demeuraient en effet souvent inaccessibles ou partielles et, faute de pouvoir juger sur pièces, les historiens s'obligeaient à un devoir de réserve et préféraient s'abstenir de porter un jugement scientifique sur ce passé encore tout frais. De fait, l'impartialité qu'on attendait de l'historien s'exerçait plus difficilement lorsque les acteurs et les protagonistes de l'histoire étaient encore vivants.

Cela n'empêchait pas d'autres acteurs de s'attaquer au passé tout récent. Mais c'était alors sous le mode du récit événementiel, de la chronique ou du journalisme. L'historien ne s'aventurait pas dans les récits à sensation, ni dans les témoignages personnels. On ne le lui demandait pas, d'ailleurs.

Les temps ont changé. Le public cultivé vit aujourd'hui une accélération du temps et somme les historiens d'en dire le plus possible sur hier ou avant-hier. Des organismes qui commanditent le récit de l'histoire de leur municipalité ou de leur institution exigent que l'exposé soit bouclé jusqu'aux événements les plus récents. Une même approche se retrouve dans la série de volumes d'histoire régionale parrainée par l'Institut québécois de recherche sur la culture<sup>1</sup>.

L'historien se voit donc contraint de raccourcir ce purgatoire du contemporain sous peine d'être dépassé par les sociologues, les spécialistes de la science politique ou les vulgarisateurs de tout poil. Cela ne va pas sans mal. Pensons au fait que ce n'est que tout récemment que se sont entrouvertes les anciennes archives soviétiques ou les archives du Vatican. Au Canada, comme dans d'autres pays, de nombreux documents, remontant à

plusieurs décennies, sont encore classés secrets ou frappés de conditions d'inaccessibilité.

Le temps de l'historien garde malgré tout une épaisseur de résistance incompressible. Pour avoir écrit des histoires de centaines ou de bicentennaires, l'auteur de ces lignes concède que, pour les trente dernières années du récit, il a joué davantage au chroniqueur qu'à l'historien<sup>2</sup>. Bref, on ne peut faire fi du recul requis pour juger le passé. À peine commençons-nous aujourd'hui à mieux replacer la Révolution tranquille dans l'évolution du Québec au XX<sup>e</sup> siècle.

Quand il joue au chroniqueur ou au journaliste, quand il foule le gazon tout frais du contemporain, un autre danger guette les pas de l'historien, l'anachronisme. Afin de rendre son récit plus vivant, plus moderne, plus sensationnel, il est tenté de recourir à des concepts, à une terminologie, à des façons de voir forgés pour l'analyse des problèmes les plus contemporains. Un procédé de projection du présent dans le passé qui s'avère souvent inadéquat.

L'interprétation historique ne consiste pas à habiller le passé avec les habits conceptuels ou terminologiques de la dernière mode. Car si on procède de la sorte, c'est justement l'originalité de la situation antérieure qui disparaît. À la limite, le passé et sa différence n'existent plus : le passé ne serait qu'un autre présent. Dès lors, la conscience historique se diluerait en une série infinie de moments sans lien les uns avec les autres. L'effacement de la chronologie et du contexte de causalités a ainsi dénaturé l'histoire telle que pratiquée dans les cours de l'ordre secondaire pour la réduire à une sociologie ou à une technologie du passé.

Ces réflexions d'ordre général m'amènent à examiner le cadre proposé aux travaux du

présent congrès. Ceux-ci, rappelons-le, ont été organisés sous le thème : *Les Cantons-de-l'Est : lieu de passage, terre d'accueil, espace d'intégration*. Les détails du programme reflètent d'emblée l'interprétation qu'ont faite de ces trois thèmes la plupart des conférenciers : un lieu de passage pour les peuples amérindiens, une terre d'accueil pour les immigrants du XIX<sup>e</sup> siècle, un espace d'intégration pour ceux du XX<sup>e</sup> siècle.

À première vue, certes, le découpage et la coloration donnée à ces trois périodes peuvent paraître un modèle intéressant d'analyse.

Il est néanmoins fort révélateur de confronter ces trois thématiques avec celles proposées pour le même congrès aux historiens anglophones. Si *Land of Passage* ne pose pas problème, par contre, vous admettrez les différences de points de vue entre « terre d'accueil » et *Place of Settlement* ou entre « espace d'intégration » et *Home of Communities*. En effet, en français, « être accueilli en un endroit » comporte un sens plus fort que « s'établir, s'installer en un endroit ». De même, le concept français d'« intégration » insiste sur la notion d'ensemble alors que celui de *Home of Communities* se rapporte à la multiplicité.

Ainsi, simplement dans l'intitulé des thématiques observons-nous la différence, voire la divergence des lectures de notre histoire régionale proposée par chacune des deux communautés!

La thématique telle qu'exprimée en anglais évoque un vocabulaire historique, disons, neutre ou, en tout cas, peu marqué par la mode, car il était déjà utilisé au XIX<sup>e</sup> siècle; par contre, deux des trois thèmes retenus en français postulent une interprétation ou une hypothèse davantage marquée par les préoccupations très contemporaines. L'accueil et l'intégration! N'est-ce pas le programme

proposé aux réfugiés et aux immigrants du XXI<sup>e</sup> siècle?

Il m'apparaît donc utile, en préliminaire à ce congrès, d'examiner les grands traits de l'histoire des Cantons-de-l'Est durant les deux derniers siècles qui peuvent se mesurer à l'aune de ces concepts : lieu de passage, accueil, intégration. Pour en arriver d'emblée au fait, voici les trois thèses que j'entends développer :

1. Le concept de lieu de passage, loin d'être limité à l'époque amérindienne, caractérise les diverses vagues d'immigrants qui ont abordé notre région depuis plus de 200 ans.

2. Sauf dans des cas très exceptionnels, les personnes venues s'établir dans la région n'ont été ni accueillies ni repoussées par les populations antérieures, mais ont fini par trouver leur place dans l'indifférence assez générale.

3. L'arrivée d'une vague migratoire ne s'est pas soldée par l'intégration au groupe antérieur, mais par le développement de cultures opposées, voire antagonistes. Et cette opposition ne trouve son dépérissement qu'avec l'arrivée d'une migration tierce, qui relance une nouvelle phase d'antagonisme.

### Les Cantons-de-l'Est, un lieu de passage

Après la fin de la période amérindienne, marquée pendant près de dix mille ans par des formes constantes ou saisonnières de nomadisme, il est habituel de considérer les deux derniers siècles de l'histoire de la région comme celle de l'installation durable de populations venues d'Europe, parfois par le détour des États-Unis. Mais que signifie ici « durable »?

En effet, l'histoire des communautés qui, par vagues successives, sont arrivées dans les Cantons-de-l'Est aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles

débouche sur l'évidence suivante : la grande majorité des individus et des familles n'a séjourné dans la région que durant une période de temps limitée. Entendons ici : quelques mois, quelques années, le temps d'une génération ou d'une carrière. Par la suite, ces personnes reprennent leur chemin de migrants vers d'autres régions du continent nord-américain ou retournent au pays natal. La documentation sur ce phénomène est vaste et on ne retiendra ici qu'un certain nombre d'exemples suffisamment caractéristiques.

La première vague de peuplement dans la région est constituée d'Américains, surtout de la Nouvelle-Angleterre, qui s'installent dès les années 1790. Vingt ans plus tard, en 1812, on estime leur population à 20 000 personnes. Mais bientôt, la tendance s'inverse. En 1818, des observateurs locaux évaluent à environ 4 000 individus l'envergure de l'exode en direction de l'Ohio, de la Pennsylvanie, des Grands Lacs ou du Haut-Canada<sup>3</sup>.

À partir de 1834, des compagnies foncières comme la British American Land Company favorisent l'immigration provenant des îles britanniques et du nord de l'Europe. Rien que pour l'année 1836, 6 000 immigrants débarquent dans la région. Mais cette vague d'arrivées déclenche un effet en sens contraire, car des familles américaines implantées depuis une génération quittent la région pour les États plus à l'ouest<sup>4</sup>. Ainsi, des marchands américains solidement installés à Sherbrooke comme Tylar H. Moore ou Frederick Henry Goodhue, où ils ont développé des barrages, des moulins à scie et des fabriques de textile, vendent leurs installations pour partir, l'un vers l'Illinois, l'autre vers le Wisconsin<sup>5</sup>.

Mais la contagion du départ atteint bientôt les immigrants de fraîche date. À l'automne 1836, un groupe d'Allemands de Brême s'installe à Sherbrooke : ils travailleront à la construction

du pont Aylmer et à l'ouverture de la rue King, mais ils s'éclipsent à l'été 1837<sup>6</sup>. Dans le village nouvellement construit de Victoria, plusieurs centaines de colons britanniques, suédois ou allemands, à peine installés, abandonnent leurs terres en 1838 pour le Haut-Canada. Pour sa part, l'immigrant anglais P.H. Gosse, un homme instruit et opiniâtre, qui achète une terre à Compton en 1837, repart pour l'Ontario après deux saisons décevantes de culture<sup>7</sup>.

Dans la période de 1840 à 1860, on recense de nombreux cas de cultivateurs d'ascendance américaine des Townships qui partent s'établir dans le Michigan, le Wisconsin, l'Iowa ou même la Californie. Il en est de même pour des artisans, attirés par les nouvelles villes comme Chicago ou les centres manufacturiers de la Nouvelle-Angleterre comme Lowell (Massachusetts). En 1860, un journaliste constate que *les dix dernières années ont vu un énorme exode de notre meilleure population vers l'Ouest*<sup>8</sup>.

Après la Guerre civile américaine (1861-1865), ces migrants rejoignent le Nevada, le Kansas, l'Alabama, le Nouveau-Mexique, le Montana. Par la suite, après 1885, avec l'achèvement du transcontinental du Canadien Pacifique, c'est l'ouverture de l'Ouest canadien qui attire une part importante de la communauté anglophone : les départs ciblent aussi bien les vastes terres vierges de l'Alberta ou de la Saskatchewan que les nouvelles villes de Calgary, d'Edmonton ou de Winnipeg<sup>9</sup>.

Les métropoles de Montréal et de Toronto demeureront des pôles d'attraction durant deux siècles.

Guerres, aléas climatiques, pauvreté des terroirs, isolement culturel peuvent expliquer en partie la brièveté relative du séjour dans les Townships. Mais ces causes sont plutôt des occasions ou des incitations à chercher fortune

ailleurs. Car l'essentiel réside plus dans la séduction, parfois illusoire, de l'ailleurs que dans les déboires du présent.

Rappelons que les populations de souche américaine arrivées dans les Townships après 1793 ont déjà tout un passé de migrants<sup>10</sup>. Pour elles, comme d'ailleurs pour les immigrants d'Europe, l'avenir s'ouvre devant un espace continental vierge en constante progression, dit l'espace « de la frontière », qui caractérise l'Ouest américain jusqu'en 1890, l'Ouest canadien jusqu'en 1920.

À partir de 1850, on aurait pu croire que l'arrivée constante et massive d'immigrants canadiens-français dans les campagnes et les villes des Cantons-de-l'Est allait se solder par une sédentarisation de la population. Il n'en fut rien.

Dans les campagnes, les pionniers canadiens-français s'installent dans des terroirs plus montagneux, plus marécageux ou plus isolés. Leur agriculture familiale, moins commerciale que celle des townships peuplés d'Anglophones, les voue fréquemment à la gêne, à l'endettement ou à la pauvreté, ce qui entraîne leur exode vers les villes industrielles américaines. Cet exode est d'abord temporaire; il est parfois suivi de retour au pays, puis d'un nouveau départ, cette fois souvent irrémédiable. Entre 1880 et 1920, les rapports des curés sont sans illusion : *L'accroissement naturel de la population, écrit l'un d'eux, disparaît dans le fléau de l'émigration qui ne se ralentit pas un instant*<sup>11</sup>.

Dans les villes de la région, la situation n'est pas meilleure. L'industrialisation attire, à partir de 1845, de nombreux Canadiens français venus des seigneuries, où les surplus démographiques ne peuvent trouver place dans les terroirs ancestraux. Ces migrations cycliques, ponctuées par les crises agricoles, déversent sur Sherbrooke, Coaticook, Magog ou Farnham des populations sans attaches, en

quête de travail. La plupart de ces personnes forment une main-d'œuvre non spécialisée : terrassiers, manœuvres, charretiers, journaliers.

Jusqu'en 1930, alors que la frontière américaine leur sera fermée, cette population ouvrière canadienne-française offrira le spectacle d'un mouvement perpétuel. Elle se déplace en effet constamment d'une ville industrielle à une autre, migration qui a comme cadre le vaste espace polarisé sur les Cantons-de-l'Est, la région montréalaise et les innombrables villes manufacturières de la Nouvelle-Angleterre et, comme vecteur, un important réseau ferroviaire.

L'instabilité du séjour est en effet fortement liée à l'emploi, puisqu'il n'existe alors aucune aide aux chômeurs saisonniers ou de longue durée. Mais comme le marché du travail n'est pas encore unifié à travers le continent, il est souvent possible de trouver un emploi dans une autre ville, surtout aux États-Unis. Sans doute, quelques années plus tard, une nouvelle crise forcera ces anciens habitants des Cantons-de-l'Est à migrer une nouvelle fois, mais le retour automatique dans la ville d'origine est rarement garanti.

C'est ainsi qu'on peut expliquer qu'en épluchant de dix en dix ans les listes nominatives des recensements, on ne retrouve que peu de familles ouvrières canadiennes-françaises qui étaient présentes dans une ville donnée une décennie plus tôt.

Il faut donc imaginer une sorte de ballet incessant d'arrivées et de départs plutôt que l'installation durable de familles qui feront souche dans les villes de la région.

Si, au XIX<sup>e</sup> siècle, le phénomène du séjour suivi du départ est attesté par des témoins d'époque, par des contrats notariés, par des journaux ou par l'étude des listes nominatives de recensement, à partir du XX<sup>e</sup> siècle, c'est la

statistique gouvernementale qui fournit un autre type de données relatives à la croissance (ou à la perte) de population. Les conclusions sont encore une fois limpides : l'ampleur de l'émigration dépasse celle de l'immigration.

La démographie des Cantons-de-l'Est, malgré l'accroissement naturel soutenu, essentiellement dû au taux de natalité élevé des Canadiens français et des catholiques jusqu'en 1965, demeure marquée par un déficit migratoire structurel et important.

Le tableau 1 permet de constater qu'en à peine 70 ans, les comtés les plus à l'est (Hautes-Appalaches) ont perdu près de 94 000 habitants.

**TABLEAU 1**  
**Solde démographique des comtés des**  
**Cantons-de-l'Est, 1901-1971 <sup>(1)</sup>**

	1901-31	1931-51	1951-71
Piedmont <sup>(2)</sup>	- 21 146	- 672	- 2 382
Estrie hors Sherbrooke <sup>(3)</sup>	- 10 078	- 2 274	- 17 730
Hautes-Appalaches <sup>(4)</sup>	- 37 682	- 23 125	- 33 058
Sherbrooke <sup>(5)</sup>	+ 9 676	+ 9 699	+ 10 832
<b>Cantons-de-l'Est</b>	<b>- 59 230</b>	<b>- 16 372</b>	<b>- 42 348</b>

Notes :

(1) Naissances moins décès moins écart de population entre deux ou plusieurs recensements.

(2) Brome, Missisquoi, Shefford

(3) Richmond, Stanstead

(4) Wolfe, Compton, Frontenac

(5) Comté de Sherbrooke.

Source : HCE, p. 484. Les données ont été compilées par l'auteur de l'article à partir des recensements du Canada et des statistiques du Bureau de la statistique du Québec.

Pour les comtés de l'ouest (Piedmont), le total des pertes se monte à 24 000, essentiellement dans la période avant 1930, et pour ceux du Centre (hors Sherbrooke) à 30 000. Seul le comté de Sherbrooke attire plus de personnes qu'il n'en perd, pour un gain net de 30 000 personnes. De manière générale, au XX<sup>e</sup> siècle, en sept décennies, la région aura perdu près de 120 000 personnes.

Il s'agit de calculs statistiques, équilibrant des flux vers l'extérieur et d'autres flux vers l'intérieur de la région. Lorsqu'on se rappelle qu'une grande partie de l'exode de la population anglophone a été compensée par la venue de Francophones, on comprendra que ces chiffres sous-estiment le phénomène d'émigration.

Le concept de lieu de passage ne se limite donc pas à l'expérience amérindienne, mais caractérise également les diverses vagues d'immigrants qui ont abordé notre région depuis plus de 200 ans, dont les Canadiens français.

### Face aux nouveaux venus, accueil, hostilité ou indifférence?

Parler de « terre d'accueil » est un concept récent, au sens où, dans la société contemporaine, certains membres de la communauté, souvent regroupés dans des associations caritatives ou d'aide sociale, accueillent dans une ville des réfugiés venus de pays en proie à des troubles politiques ou à des crises économiques.

De fait, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale et surtout depuis une quarantaine d'années, plusieurs vagues d'immigrants de ce type ont trouvé un point d'ancrage, souvent

temporaire, dans la région, essentiellement à Sherbrooke.

Le mouvement commence après 1945 avec des Européens, déplacés de leur pays d'origine à la suite de l'exode devant l'avance des troupes soviétiques et le recul des armées allemandes. Ils ont été provisoirement regroupés en Allemagne et en Autriche dans des camps dits de « personnes déplacées ». On signale ainsi l'arrivée d'immigrants des pays baltes (Lettonie, Estonie) à Sherbrooke en 1948, qui logent dans d'anciens camps militaires et sont embauchés par des usines textiles en manque de main-d'œuvre qualifiée<sup>12</sup>.

La guerre froide nous valut en 1956 l'arrivée de Hongrois, puis ce fut le tour de Vietnamiens (*boat people* des années 1970). Par la suite, on dénombre des Latino-Américains fuyant les dictatures (Argentine, Chili, Nicaragua) ou, plus récemment, des Européens de l'Est après la chute du Mur ou avec les guerres de Yougoslavie (Russes, Serbes, etc.).

Toutefois, dans la plupart des cas, cette phase d'aide lors de l'accueil demeure brève, car un nombre important de ces personnes, en raison de leurs compétences ou de leur volonté de vivre de manière indépendante, accèdent rapidement à des occupations rémunérées. Dispersés dans le tissu social et professionnel, ces immigrants « accueillis » se fondent activement dans la masse et finissent souvent par quitter la région, aspirés par Montréal ou d'autres grandes villes du pays.

Pris dans ce sens, le concept de « société d'accueil » doit donc être vu comme un phénomène marginal. Il ne débouche pas, à notre avis, sur la reconnaissance d'une nouvelle communauté qui chercherait à se façonner une place dans la population. Il concerne davantage une attitude caritative à l'intérieur d'une politique gouvernementale

d'immigration visant à ne pas concentrer les nouveaux arrivants dans la métropole montréalaise.

Le seul cas du genre que nous connaissons au XIX<sup>e</sup> siècle est relatif à l'arrivée inopinée à Sherbrooke d'immigrants écossais des Hébrides, qui débarquent sans provisions et qu'une campagne de charité va aider à traverser l'hiver<sup>13</sup>.

À l'inverse de l'attitude d'accueil, l'historien se doit de relever plusieurs cas de méfiance des populations régionales vis-à-vis des étrangers « de passage ». Il faut dire que la présence de ces étrangers est généralement associée à des délits, voire même à des troubles sociaux. Nous nous limiterons à citer les violences attribuées aux travailleurs irlandais employés à la construction du chemin de fer entre 1851 et 1853<sup>14</sup>, ou à l'hostilité déclarée de la population contre les « briseurs de grève » italiens recrutés par la compagnie ferroviaire du Grand-Tronc en 1899<sup>15</sup>.

Ces cas demeurent limités et circonstanciels. En fait, l'énorme majorité des immigrants canadiens ou étrangers qui ont abordé la région depuis plus de 160 ans n'ont été ni accueillis ni repoussés. Le concept d'accueil ne s'applique pas à ces dizaines de milliers d'individus ou de familles qui jettent l'ancre, souvent pour un temps limité, trouvent du travail en ville ou défrichent une terre.

Le fait qu'au XIX<sup>e</sup> siècle, les diverses communautés ethniques s'éparpillent dans des terres vierges à l'écart des autres communautés minimise d'autant les occasions de conflit entre groupes religieux ou ethniques antagonistes<sup>16</sup>. Les Cantons-de-l'Est du XIX<sup>e</sup> siècle composent ainsi une mosaïque ethnoculturelle, différente du *melting pot* américain ou du récent multiculturalisme canadien.

## Intégration de communautés ou juxtaposition antagonique de cultures?

L'histoire des Cantons-de-l'Est est emblématique pour avoir connu un renversement complet de la majorité linguistique et culturelle en l'espace de deux siècles. Une population, d'origine américaine ou britannique, anglophone et essentiellement non catholique va devoir composer avec des vagues de Canadiens de langue française et de religion catholique.

Aujourd'hui, la région compte encore de 7 à 8 % d'Anglophones. On peut situer le moment de renversement des majorités entre 1870 et 1930, selon les comtés. Il s'agit indéniablement d'un phénomène de long terme qui connut, selon les conjonctures, ralentissements et accélérations.

C'est sur cette toile de fond qu'il faut situer la question de l'installation dans la région de vagues successives d'immigrants aux traits culturels bien différenciés (langues, mentalités, religions, etc.) et de l'éventuelle intégration de ces populations nouvelles aux structures et mentalités en place.

Notons d'emblée que notre région n'a pas connu de monolithisme culturel. Elle a plutôt connu des tensions dynamiques entre deux cultures ou deux phases de la culture. Ces tensions ont pu mener à des clivages, voire des césures dans le tissu social. Mais lorsqu'un troisième groupe aux traits plus marqués entre dans le décor et finit par constituer un élément important de la société, alors à ce moment-là, les clivages ou oppositions antérieurs s'atténuent pour faire bloc contre l'AUTRE, contre le tiers, dont la présence est trop différente ou menaçante.

La tension culturelle la plus ancienne dans la région fut le clivage entre, d'une part, les Loyalistes et les Britanniques immigrés et,

d'autre part, les Américains d'esprit républicain, établis dans les Townships non pour des motifs idéologiques et politiques, mais pour des raisons économiques.

Les Américains sont les fils des Révolutionnaires de 1776. Ils sont le premier peuple colonisé à avoir arraché par les armes son indépendance. Ils privilégient la démocratie locale, de proximité, par laquelle des individus libres et propriétaires consentent à se taxer pour se doter de routes ou d'écoles. Ils ont un sens de la liberté individuelle, de l'initiative et se méfient de l'étatisme.

Leur sentiment religieux est plus à l'aise dans les églises évangéliques, les sectes ou les dissidences.

Ils reprocheront aux Loyalistes et aux immigrants britanniques, surtout anglais, arrivés après 1815, de s'enrégimenter dans des superstructures dirigistes (royauté anglaise, Église anglicane, pouvoir colonial) et de valoriser une mentalité conservatrice, d'accorder du respect à la noblesse et à la naissance, d'obéir aux ordres venus d'en haut.

Ces oppositions débouchent sur des tensions, parfois politiques. Ainsi, dans les années 1830, plusieurs Américains des Townships prennent le parti de Papineau contre le pouvoir colonial britannique.

Vers 1850, la volonté de descendants d'Américains de s'annexer aux États-Unis plutôt que de s'accommoder de la dépendance coloniale britannique se manifeste dans le Mouvement annexionniste<sup>17</sup>.

La Confédération de 1867 modifie la situation de tous les Anglophones des Townships (Américains et Britanniques). De membres de la majorité canadienne, ils deviennent en effet une minorité dans la nouvelle Province de Québec. Au même moment, l'industrialisation

de la région attire dans les villes une population ouvrière en grande partie canadienne-française. Les tensions entre Américains et Britanniques s'estompent, car les voici confrontés à la venue d'une tierce culture, catholique et française, qu'ils perçoivent comme une menace ou une invasion.

Dès 1863, un intense mouvement d'opinion mobilise les élites anglophones. Face aux craintes suscitées par les pouvoirs de la future Province de Québec, ils recherchent des solutions politiques<sup>18</sup>. Ils finiront par les trouver dans les garanties constitutionnelles du gouvernement fédéral, négociées à la dernière minute par Alexander Galt<sup>19</sup>. Les clauses les plus importantes protégeront les limites des comtés de la région et les droits des minorités en matière scolaire<sup>20</sup>. Dans les décennies suivantes, la vigilance restera toutefois de mise parmi les plus radicaux des leaders d'opinion comme John H. Graham ou Robert Sellar<sup>21</sup>. On connaît néanmoins peu de violence interethnique, qui sera limitée à des cas très circonstanciels ou individuels.

Durant environ un siècle, entre 1870 et 1950, la coexistence des deux cultures se traduira par des clivages profonds au sein de la société régionale, particulièrement en milieu urbain. Ces divisions ont rapport à la langue, à la religion, à la morale et à la nature de la société civile. Parmi les questions qui divisent les communautés, citons : la vente d'alcool, la propriété privée ou publique des services, l'éducation confessionnelle, la place des symboles religieux dans l'espace public, la neutralité des associations, la fierté impériale britannique, la place des femmes dans la société, la contraception, la morale des loisirs et du vêtement.

Cette coexistence ne connaîtra pas l'intégration d'un groupe dans l'autre, ni même une dynamique débouchant sur une troisième



culture qui les aurait réunis<sup>22</sup>. Seul le lent glissement du poids de la population anglo-protestante modifiera l'intensité de la césure culturelle, en accordant de plus en plus de poids aux valeurs françaises et catholiques<sup>23</sup>.

La période 1880-1920 correspond à un relatif équilibre entre les deux communautés. Les Franco-catholiques manifesteront alors davantage leurs revendications.

Divers événements les favorisent : l'établissement d'un évêché catholique à Sherbrooke (1874), la pendaison de Louis Riel (1885), l'épisode nationaliste du gouvernement Honoré Mercier (1885-1892), l'apparition de ténors du nationalisme comme Henri Bourassa, de mouvements culturels comme le Monument National et la diffusion de journaux comme *La Tribune* (1910). Tout cela suscite la revendication d'une place sociale ou politique plus importante pour les Canadiens français. C'est le cas lors des élections où ils luttent dans les partis, tant libéral que conservateur, afin d'évincer les candidatures traditionnelles d'Anglo-protestants.

Par ailleurs, le déclin constant de leur poids démographique, qui s'accélère entre 1900 et 1945, pousse les Anglophones à des accommodements (!). Alors qu'ils deviennent minoritaires, ils proposent aux Francophones l'égalité, par alternance. On a appelé cette stratégie « la bonne entente ». Elle a valu cette présence à tour de rôle des maires des villes biethniques, des députés fédéraux et provinciaux des comtés et diverses ententes locales sur le partage du pouvoir politique<sup>24</sup>.

Après 1920, on assiste chez les Canadiens français à une sorte de schizophrénie sociale et idéologique. L'anglais reste la langue du travail et d'une bonne partie du commerce et de l'affichage. L'organisation économique demeure aux mains des dirigeants anglo-montréalais, torontois ou américains. Mais en

dehors de la vie matérielle, la vie culturelle est de plus en plus définie par le clergé catholique.

C'est l'époque où les ténors cléricaux développent, sans réserve aucune, une interprétation de leur installation dans les Cantons-de-l'Est qui est la contrepartie de celle qu'en faisaient les leaders anglo-protestants. Alors que Jean I. Hunter évoque encore en 1939 *The French Invasion of the Eastern Townships*, l'abbé Auclair parlera de la pénétration catholique et française dans la région, la qualifiant « de leçon d'énergie nationale »<sup>25</sup>. Bientôt commencera un mouvement partiel de francisation de la toponymie<sup>26</sup>.

Si, sur le plan ouvrier, le clergé s'oppose aux syndicats américains et favorise les syndicats catholiques, ce même clergé régional rêve d'une société différente, aux valeurs ultramontaines, voire corporatistes (inspirées tant de l'Ancien Régime que des régimes autoritaires comme ceux de Salazar, Mussolini, Franco ou Pétain), une société qui ne connaîtrait aucune séparation entre la vie civile et les organisations catholiques<sup>27</sup>. Ces théories postulent que, dorénavant, la société franco-catholique n'a plus à tenir compte d'un partage de la vie civile avec les Anglo-protestants.

À la fin des années soixante se met en place une nouvelle césure, cette fois entre deux segments de la population canadienne-française. Faute de temps ou d'espace, nous arrêterons néanmoins ici notre examen<sup>28</sup>. Ces grands clivages dans la société des Cantons ont eu pour effet de marginaliser l'émergence de communautés culturelles tierces. Ici, le poids démographique et la couleur idéologique des blocs antagonistes (Loyalistes contre républicains américains, Anglo-protestants contre Franco-catholiques, bourgeois contre ouvriers, etc.) ont été déterminants.

L'arrivée d'autres immigrants venus de pays étrangers (européens, puis latino-américains, asiatiques et africains) aurait exigé, pour passer au stade de candidats à un rôle significatif dans le concert social régional, une plus large envergure démographique, alliée à une nette spécificité raciale ou religieuse. Mais, dans la plupart des cas, ces arrivées ont rarement dépassé une cinquantaine d'adultes par groupe ethnique et n'ont pas été suivies, sauf exception, de récidence. Par ailleurs, leurs traits linguistiques ou religieux les prédisposaient à se rapprocher soit des Franco-catholiques, soit des Anglo-protestants<sup>29</sup>.

Seuls trois groupes ethniques ont pu, à un moment donné, jouer un rôle d'appoint dans le concert communautaire régional. Citons les Irlandais, très présents à Sherbrooke et dans la région de Richmond, pont entre la communauté française catholique et la communauté anglophone. Les Écossais gaéliques et presbytériens installés dans les terres pauvres des Hautes-Appalaches, qui ont maintenu une sorte d'isolat pendant 50 ans avant d'être effacés par l'anglicisation, la scolarisation et l'exode rural<sup>30</sup>. Et enfin, la communauté juive de Sherbrooke, entre 1870 et 1970<sup>31</sup>.

Certes, la région a connu au cours des décennies, et elle connaît encore, l'arrivée régulière de migrants d'origines variées. Les uns séjournent ici quelque temps puis repartent ailleurs, les autres s'assimilent lentement au groupe anglophone ou au groupe canadien-français<sup>32</sup>. Dans ce dernier cas, il s'agit plutôt d'individus ou de quelques familles isolées et, sauf la consonance onomastique ou parfois l'allégeance religieuse, ces personnes passent souvent inaperçues après une génération ou deux.

Il est temps de conclure. Pendant les deux derniers siècles, la culture régionale des Cantons-de-l'Est a évolué au gré des

transformations lentes ou rapides des communautés ethniques, religieuses et linguistiques qui s'y sont succédé. Cette évolution a été marquée de manière contradictoire :

1. par l'instabilité géographique des communautés, pour lesquelles la région n'a longtemps été qu'un lieu de passage et de transition;
2. par la longue tendance à la cohabitation, à l'opposition, voire à l'antagonisme de deux cultures dominantes, les Anglo-protestants et les Canadiens français catholiques;
3. en corollaire, par l'absorption plus ou moins rapide des groupes tiers, proportionnellement au poids de leur groupe dans l'espace et dans le temps.

Tout cela suggère que les grandes mutations culturelles ne tiennent pas tellement aux valeurs des cultures en cause, mais davantage aux forces politiques et surtout démographiques qui les sous-tendent. Une société qui est affaiblie politiquement ou qui ne se renouvelle pas par ses enfants ne peut faire avancer ses valeurs culturelles. Elle meurt ou elle se folklorise.

### Notes

<sup>1</sup> Pour les Cantons-de-l'Est, on se référera à : Jean-Pierre KESTEMAN, Peter SOUTHAM et Diane SAINT-PIERRE, *Histoire des Cantons de l'Est* (sic), Sainte-Foy (Québec), Presses de l'Université Laval, 1998, 829 p. (dorénavant cité : HCE) et plus récemment à : Guy LAPERRIÈRE, *Les Cantons-de-l'Est*, Québec, Presses de l'Université Laval (Institut québécois de recherche sur la culture, Collection : les régions du Québec. Histoire en bref, n° 13), 2009, 197 p.

<sup>2</sup> Entre autres : Jean-Pierre KESTEMAN, *Histoire de Lac-Mégantic*, Lac-Mégantic, 1985, 349 p.; ID., *La ville électrique. Un siècle d'électricité à Sherbrooke, 1880-1988*, Sherbrooke, Éditions Olivier, 1988, 234 p.; ID., *Histoire de Sherbrooke 1802-2002*, Sherbrooke, Éditions G.G.C., 2000-2002, 4 volumes.

<sup>3</sup> Recensement effectué par Elisha Thomas dans : *Quebec Gazette*, 28 janvier 1819; Lettre d'Oliver Barker et autres à Louis Gogy, *Quebec Gazette*, 23 novembre 1818. La population du township de Barnston, évaluée en 1812 à 1434 habitants, n'en compte plus que 1168 en 1819, suite au départ de 51 familles pour *the Western States*.

<sup>4</sup> HCE, p. 122-123.

<sup>5</sup> Archives nationales du Québec à Sherbrooke, *notaire Bureau*, 4 mai 1836; 5 mars 1842; *notaire Ritchie*, n° 3618, 6 juillet 1842.

<sup>6</sup> *Montreal Gazette*, 15 décembre 1837.

<sup>7</sup> P. H. GOSSE, *Farm Journal*, Archives nationales du Canada, R 2692-0-3-E.

<sup>8</sup> *Stanstead Journal*, 7 mars 1861.

<sup>9</sup> « Un bon nombre de citoyens de Richmond et de Melbourne ont émigré vers le Nord-Ouest ces dernières années », *Progrès de l'Est*, 7 avril 1885.

<sup>10</sup> Pour un grand nombre de familles américaines qui s'installent dans Barnston entre 1796 et 1812, les Cantons-de-l'Est constituent le troisième ou le quatrième établissement successif en un demi-siècle : Jean-Pierre KESTEMAN, *De Barnston à Coaticook. La naissance d'un village industriel en Estrie, 1792-1867*, Sherbrooke, Éditions G.G.C., 2011, 356 p., p. 65.

<sup>11</sup> HCE, p. 262-264.

<sup>12</sup> *La Tribune*, Sherbrooke, 9 décembre 1948.

<sup>13</sup> *Montreal Gazette*, 6 novembre 1838, 22 août 1842.

<sup>14</sup> Jean-Pierre KESTEMAN, « Les travailleurs à la construction du chemin de fer dans la région de Sherbrooke (1851-1853) », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, n° 31, 1978, p. 525-545; ID., *De Barnston à Coaticook...*, op.cit., p. 154-155.

<sup>15</sup> *Sherbrooke Daily Record*, 17 juin 1899 (Richmond).

<sup>16</sup> HCE, p. 245-250. Le fractionnement des municipalités bi-ethniques permet de résoudre le problème en milieu rural, comme à Winslow, Whitton, Windsor ou Marston. Quant aux réactions des Orangistes face à l'arrivée d'Irlandais vers 1850-1860, elles se sont limitées à quelques défilés « l'épée au côté » à Sherbrooke (*Pionnier de Sherbrooke*, 21 juillet 1871).

<sup>17</sup> HCE, p. 176-178, 423-424; voir aussi : J.I. LITTLE, *State and Society in Transition. The Politics of Institutional Reform in the Eastern Townships, 1838-1852*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1997, 320 p.; ID., *Loyalties in Conflict. A Canadian Borderland in War and Rebellion, 1812-1840*, University of Toronto Press, 2008, 182 p.

<sup>18</sup> L'idée est lancée en 1863 de créer un parti politique unifié anglophone pour s'opposer à la mainmise d'une majorité française et cléricale sur les terres de la Couronne, l'éducation, le système municipal ou le découpage électoral : HCE, p. 425-426.

<sup>19</sup> *Sherbrooke Gazette*, 19, 26 novembre 1864; *Stanstead Journal*, 24 novembre, 1<sup>er</sup>, 8 et 15 décembre 1864; *Canadian Gleaner*, 2 décembre 1864.

<sup>20</sup> *Acte de l'Amérique du Nord britannique*, articles 60 et 93 et annexe 2.

<sup>21</sup> En plus de son hebdomadaire *The Canadian Gleaner*, publié dans le comté d'Huntingdon, SELLAR est célèbre pour son best-seller *The Tragedy of Quebec. The Expulsion of its Protestant Farmers*, Huntingdon, 1907 et sq., 120 p., plusieurs fois réédité. John Hamilton Graham est à la fois un des grands maîtres de la franc-maçonnerie au Québec et l'éditeur du *Richmond Guardian*.

<sup>22</sup> Néanmoins, durant la période antérieure à 1875, se manifeste une tendance chez certains Canadiens français à épouser des non-catholiques, à se convertir et à angliciser leur nom.

<sup>23</sup> Pour des études de cas sur cette problématique, voir : Jean-Pierre KESTEMAN, « Le comportement associatif dans une ville biculturelle : Sherbrooke, 1850-1920 », dans Roger LEVASSEUR, dir., *De la*

*sociabilité : spécificité et mutations*, Montréal, Boréal, 1990, p. 269-280; Wolfgang HELBICH, « Bicultural Cohabitation in Waterloo, Quebec, 1850-1925 », *Journal of Eastern Townships Studies / Revue d'études des Cantons-de-l'Est*, n° 6, 1995, p. 57-68; Judith BECKER et Wolfgang HELBICH, « Catholiques et protestants à Waterloo, Qué., 1860-1920 : des relations complexes dans une période de changement de majorité », *Études d'histoire religieuse*, vol. 66, Société canadienne d'histoire de l'Église catholique, 2000, p. 29-48.

<sup>24</sup> Le terme de bonne entente apparaît pour la première fois dans *Le Pionnier* du 14 septembre 1867.

<sup>25</sup> Jean I. HUNTER, *The French Invasion of the Eastern Townships. A Regional Study*, thèse de maîtrise en sociologie, Université McGill, 1939; Élie-J. AUCLAIR, « La pénétration catholique et française dans les Cantons-de-l'Est. Leçon d'énergie nationale » dans *Semaines sociales du Canada, V<sup>e</sup> session, Sherbrooke, 1924*, Montréal, Action française, 1924, p. 360-373.

<sup>26</sup> On lui doit, entre autres, la création du néologisme Estrie pour remplacer Cantons-de-l'Est, considéré comme un calque des *Eastern Townships*. Jean MERCIER. *L'Estrie*, Sherbrooke, Apostolat de la Presse, 1964, 262 p.

<sup>27</sup> Ce courant fut assez actif dans l'organisation paysanne à l'intérieur de l'Union catholique des cultivateurs. Voir : Jean-Pierre KESTEMAN, *Histoire du syndicalisme agricole au Québec*, UCC-UPA, Montréal, Boréal, 2<sup>e</sup> édition, 2004.

<sup>28</sup> Ce modèle d'analyse de la relance d'un nouvel antagonisme par l'arrivée d'une tierce culture et l'affaiblissement des divergences antérieures pourrait certes être appliqué à d'autres phénomènes historiques dans l'histoire des Cantons-de-l'Est. Mentionnons, à titre d'exemple, l'émergence d'une classe ouvrière face aux intérêts conjugués de la bourgeoisie anglophone et de la petite bourgeoisie francophone (1880-1950). Ou le nouveau clivage de la période postérieure à la marginalisation de l'élément anglophone (après 1950), lorsque la société canadienne-française régionale est traversée par l'opposition entre les petits propriétaires ruraux et urbains sensibles aux mouvements antiétatiques

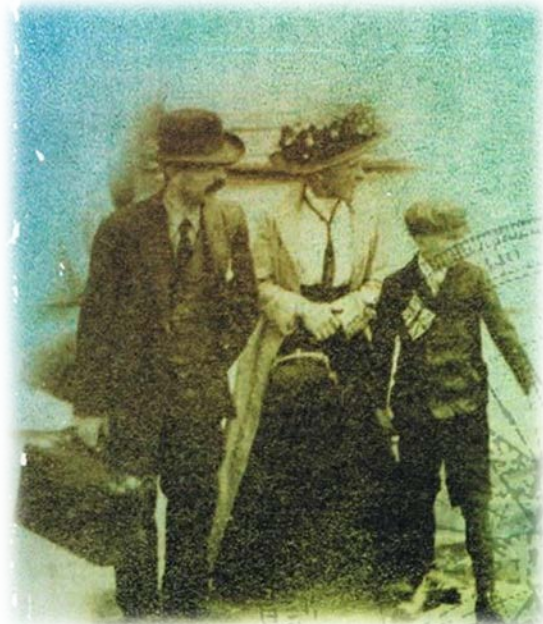
et anticapitalistes comme le Crédit social, d'une part, et la nouvelle classe de professionnels et d'universitaires, qui s'appuie sur l'intervention de l'État québécois issu de la Révolution tranquille.

<sup>29</sup> Dans les années 1880, plusieurs familles belges viennent s'installer à Sherbrooke. Elles fondent en 1888 une société de secours mutuel, mais décident de fêter la Saint-Jean-Baptiste avec les Canadiens français (*Progrès de l'Est*, 24 août 1888).

<sup>30</sup> Voir : Jean-Pierre KESTEMAN, *Les Écossais de langue gaélique des Cantons-de-l'Est. Ross, Oscar Dhu, Morrison et les autres*, Sherbrooke, Éditions G.G.C., 2000, 88 p.

<sup>31</sup> Michael BENAZON, « Ostropol on the St. Francis: The Jewish Community of Sherbrooke, Quebec – A 120-Year Presence », *Journal of Eastern Townships Studies*, n° 12, 1998, p. 21-50.

<sup>32</sup> La région de Mansonville-Sutton reçoit, après 1945, de nombreux immigrants, mais répartis en une vingtaine de nationalités différentes (Ukrainiens, Polonais, Allemands, Suisses, etc.).



Les Cantons-de-l'Est/The Eastern Toownships  
(Source : Catherine Therrien, graphiste)